

## Mobilisation autour de la dernière classe de sixième

**PELLEGRUE** Près de 100 personnes ont assisté mardi dernier à la réunion publique en faveur du plus petit collège de la plus petite CdC de Gironde

L'appel de l'Association des parents d'élèves (APE) a été entendu pour la réunion publique organisée mardi dernier en faveur de la défense du collège du Champ-d'Eymet. Le ton est donné dès l'approche de la salle. En effet, le lieu se veut symbolique « pour ne pas que l'ancienne cantine devienne l'ancienne cantine de l'ancien collège », précise tout de suite Sophie Meynaud de l'APE.

L'inquiétude et la colère sont palpables sur de nombreux visages, et la mobilisation est forte, de toute évidence. Elle rassemble de nombreux élus du territoire : maires, président de la Communauté de communes, conseiller général, parents d'élèves scolarisés, grands-parents, parents d'anciens élèves ou de futurs collégiens, membres du corps enseignant en poste ou à la retraite.

Seul brille par son absence un représentant de l'Académie, contactée à plusieurs reprises depuis le début de l'été et dont chacun espérait ce soir-là quelques réponses à de nombreuses questions en suspens.

### La démographie en cause ?

Le contexte est simple. La diminution régulière du nombre d'élèves entrant en 6<sup>e</sup> entraîne la fermeture de classes dans certains établissements des alentours.

Et Pellegrue n'est pas épargnée, perdant également une classe. Sauf



La population du territoire largement présente et représentée pour soutenir le collège. PHOTO: G

qu'ici, dans le plus petit collège de Gironde, dans la plus petite Communauté de communes de Gironde, il ne reste désormais plus qu'une seule 6<sup>e</sup>.

Or de nombreuses demandes de dérogations ont été refusées cette année « pour ne pas dépasser le nombre d'élèves maximum autorisé pour une seule classe [...] et afin de réguler et d'établir un équilibre vis-à-vis des collèges voisins ».

D'où l'incompréhension des parents d'élèves qui voient dans cette décision deux poids deux mesures à l'application de l'annulation de la carte scolaire, certains voyant les dérogations accordées, d'autres refusées. « Nous avons manqué de clairvoyance au printemps dernier, mais nous ne manquerons pas d'énergie pour défendre notre collège et obtenir explications et équité », promet Chantal Taquin, prési-

dente de l'APE. « Certes, notre collège est petit, mais l'enseignement s'y déroule dans d'excellentes conditions. Pas de délinquance, des structures modernes suite aux lourds investissements réalisés très récemment et cofinancés par le Conseil général de la Gironde et des effectifs raisonnables qui permettraient jusqu'à aujourd'hui une bonne prise en charge de tous les élèves », rappelle t-elle.

« Tous ces éléments, combinés aux possibilités d'options (occitan dès la 6<sup>e</sup> et section jeunes sapeurs-pompiers à partir de la 5<sup>e</sup>) attirent les élèves chez nous. Il n'y a pas de raison, sinon cachée de les refuser cette année. »

### Silence des institutions

Face à une classe de 6<sup>e</sup> qui compte désormais 29 élèves, posant ainsi des problèmes d'organisation dans

certaines matières, face au silence des institutions, l'inquiétude gagne. La peur, basée sur l'observation de la gestion nationale actuelle des établissements secondaires, voire des services publics en général, est de voir fermer le collège à moyen terme. Les réactions sont vives : « Il n'est pas question de l'accepter », annoncent les parents délégués avec détermination.

Différentes propositions de réactions fusent dans la salle, posant les jalons d'une résistance certaine. Dans un premier temps, il est proposé d'attendre d'avoir pu enfin rencontrer l'inspecteur d'académie pour obtenir les réponses aux questions qui se posent, avant de s'impliquer encore plus énergiquement dans la défense d'un collège, synonyme ici de véritable qualité de vie.

Florence Graignon